

DAVOS

Perspectives économiques

Le symposium économique international de Davos (Suisse), du 26 janvier au 1^{er} février 1989, aura été le cadre de débats contradictoires sur les perspectives de croissance de l'économie mondiale et l'évolution du commerce, ainsi que sur les effets dévastateurs de la dette sur les économies du tiers monde.

D'une part, certains ont affirmé que les groupes régionaux, en particulier les États-Unis, le Japon et la CEE, détermineraient les tendances du commerce mondial au cours de la prochaine décennie. D'autre part, certains ont estimé, qu'au contraire, le monde entrait dans une nouvelle phase de croissance économique. Les tendances seraient alors vers une plus grande ouverture qui amènerait un plus fort degré de dérégulation, de libéralisation et de privatisation.

Le tiers monde

Mr. Robert Mugabe, président du Zimbabwe a traduit l'inquiétude du tiers monde devant « l'impact dévastateur » de la dette sur les économies des pays en voie de développement. Il a, entre autres, demandé au monde industrialisé d'accepter que l'obligation de service de la dette soit fixée sur la base d'un pourcentage donné des recettes d'exportation. Ceci, afin que soient dégagées les ressources nécessaires à la croissance et au développement.

Le Canada

Pour sa part, le ministre du Commerce extérieur du Canada, John Crosbie, a évoqué la vitalité de l'économie canadienne et fait une ébauche de ses orientations pour les années 90.

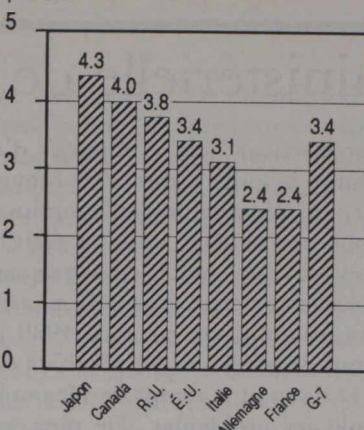
Depuis quatre ans et demi, le gouvernement que dirige le premier ministre Brian Mulroney s'est attaché à rendre son dynamisme à l'économie canadienne et beaucoup a été réalisé :

- la réforme fiscale a simplifié le régime d'impôts et réduit les taux d'imposition des sociétés;
- la politique de la concurrence a été modernisée pour contrer plus efficacement le comportement anticoncur-

Le Canada et l'Afrique

Croissance annuelle moyenne du Canada et des autres pays du G-7, 1984 à 1988.

pour cent



Source: OCDE, Perspectives économiques de décembre.

rentiel, mais également pour tenir compte de la nature toujours plus globale des milieux commerciaux et financiers;

- d'importantes réformes ont été introduites pour permettre l'intégration des services financiers et pour modifier les règles que doivent suivre les investisseurs financiers en ce qui concerne la propriété étrangère;
- les grandes privatisations ont touché la Corporation de développement du Canada, de Havilland Aircraft, Canadair, les Arsenaux canadiens, Téléglobe et Fisheries Products International, tandis que le processus de privatisation d'Air Canada et de l'Eldorado nucléaire se poursuit;
- les anciennes politiques restreignant l'investissement étranger ont été abandonnées;

- une politique de valorisation du commerce a été mise en place : premièrement en élaborant une stratégie de négociations commerciales sur le plan multilatéral sous l'égide du GATT et, sur le plan bilatéral, avec les États-Unis; deuxièmement, en orientant les nouvelles possibilités de croissance, surtout sur l'Europe et vers les pays en bordure du Pacifique.

Grâce à ces initiatives, le Canada a délaissé les politiques souvent « introverties » des années 70 et du début des années 80.

Le Canada et l'avenir

Les réformes des quatre dernières années l'ont donc bien préparé pour l'avenir. Lors des élections de novembre 1988, les Canadiens ont choisi de redonner au gouvernement un mandat majoritaire afin qu'il poursuive ses efforts visant à rendre le pays plus productif et plus concurrentiel sur le plan international.

La plus importante question qui se pose au Canada et aux autres grandes nations commerçantes est celle du maintien et de l'amélioration du système commercial international ouvert, fondé sur le GATT.

Dans sa stratégie commerciale, le Canada s'intéresse aussi grandement à la création du marché européen unique présentement en cours. L'Europe de l'Ouest représente 36 p. 100 des exportations non destinées aux États-Unis et



« Pétroliers » africains aux HEC à Montréal